

# Tours de cochon à propos de la Grippe porcine (H1N1)

- 17 DÉC. 2009

Pour alimenter la discussion sur la grippe H1N1 et les vaccinations massives, voici un article paru en Allemagne. Alors que le web en langue allemande offre plusieurs articles se référant à ce sujet, je n'ai trouvé, le 17 à midi, aucune contribution en français.

Je me permets donc d'en offrir une traduction pour ceux qui ignorent la langue de Goethe.

Cet article de Rainer WORATSCHKA, paru dans la version papier du Tagesspiegel de Berlin le 16.12.2009. Le Tagesspiegel est le journal des intellectuels et des professions libérales de Berlin.

*Sous le titre de « Tours de cochon à propos de la grippe porcine », le journaliste Rainer WORATSCHKA fait référence, dans le Tagesspiegel à l'une des tâches à laquelle le Conseil de l'Europe doit s'atteler au cours du mois de janvier prochain, à savoir enquêter sur l'influence de l'industrie pharmaceutique sur l'organisation de la campagne à l'échelon mondial concernant la grippe aviaire et la grippe porcine (grippe A H1N1). Il évoque une mise en danger de la santé due à une pandémie falsifiée. Vous trouverez ici une traduction de cet article.*

*Ceux qui possèdent la langue allemande pourront lire l'article original en cliquant sur le lien suivant :*

<http://www.tagesspiegel.de/politik/international/Schweinegrippe-Europarat;art123,2976433>

*Notons que le Tagesspiegel est le journal des intellectuels et des professions libérales de Berlin.*

Article :

Il est prévu un débat en session d'urgence à l'Assemblée parlementaire ainsi que la création d'une commission d'enquête. Les deux sont initiés par l'ex-député du Bundestag Wolfgang Wodarg, SPD, qui appartient à cette assemblée et qui est à la tête de la sous-commission pour la Santé.

Wodarg est médecin et épidémiologiste. Il considère la façon dont a été organisée la lutte contre la grippe H1N1 comme « l'un des plus grands scandales médicaux du siècle ».

Dans sa demande adoptée à l'unanimité par la commission, il critique l'influence exercée sur les scientifiques et les autorités compétentes par le travail intense des laboratoires pharmaceutiques. Ceci aurait amené à exposer inutilement des millions d'hommes en bonne santé au danger potentiel que représentent des vaccins insuffisamment testés, et ce, dans le cas d'une maladie infectieuse qui s'est révélée être nettement plus bénigne que les vagues de grippe saisonnière des années précédentes et qui n'a entraîné même pas le dixième du nombre des décès habituels.

Wodarg souligne qu'il déplore plus encore que le fait que les fabricants de vaccins aient fait des profits substantiels sur le dos des contribuables en semant la panique, celui « qui a amené à prendre le risque de mettre en danger la santé d'autrui ». Les adjuvants accélérateurs contenus dans les vaccins n'avaient guère été testés, a déclaré le politicien SPD au Tagesspiegel. Quant au mode d'enregistrement des effets secondaires, pouvant aller jusqu'aux particulièrement dangereuses paralysies nerveuses, il présente de graves lacunes.

Toujours selon Wodarg, il fallait que le Conseil de l'Europe et les rapporteurs s'intéressent en particulier au rôle de l'Organisation Mondiale pour la Santé, qui avait classé dès le mois de juin la grippe H1N1 au plus haut niveau d'alerte des pandémies. D'abord, le critère retenu pour le classement au niveau le plus élevé, et c'est une première, n'avait plus été le risque réel représenté par la maladie, mais bien le nombre de cas des personnes touchées. Ainsi, l'infection a été considérée comme une épidémie mondiale, obligeant les États à agir.

D'où l'achat par centaines de millions de vaccins à peine testés et de médicaments - malgré la retenue exercée par quelques rares états sceptiques tels que la Pologne, le Luxembourg ou la Suisse.

Comme l'OMS n'est pas contrôlée parlementairement, il appartient aux gouvernements d'en tirer les conséquences, réclame Wodarg. Il n'est pas souhaitable de laisser la définition comme pandémie à une organisation qui, selon toute apparence, est soumise à l'influence des laboratoires pharmaceutiques. Bon nombre de ses décideurs viennent de l'industrie et y retournent, poursuit Wodarg. Il faudrait également examiner le rôle de l'influence exercée sur les instituts Paul-Ehrlich et Robert Koch, ou provenant d'eux, instituts chargés en Allemagne de la prise de décisions.

Il est déjà arrivé, par le passé, qu'une enquête du Conseil de l'Europe provoque des remous. En 2005, le politicien suisse Dick Marty avait été chargé d'enquêter sur l'existence éventuelle de transports camouflés de prisonniers et de camps d'internement secrets de la CIA sur le sol européen. Ses rapports ont alors prouvé l'existence de prisons clandestines en Pologne et en Roumanie, ainsi que le fait que plusieurs pays européens étaient au courant de ces activités illégales